

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MINGAN  
VILLE DE PORT-CARTIER

## RÈGLEMENT N° 2009-143

### RÈGLEMENT DÉCRÉTANT L'IMPOSITION D'UNE TAXE AUX FINS DU FINANCEMENT DES CENTRES D'URGENCE 9-1-1

Le conseil municipal agissant à l'égard de son territoire de Port-Cartier, décrète ce qui suit :

1. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

1° « Client » : Une personne qui souscrit un service téléphonique dans un but autre que d'en effectuer de nouveau la fourniture à titre de fournisseur de services de télécommunication;

2° « Service téléphonique » : Un service de télécommunication qui remplit les deux conditions suivantes :

a) Il permet de composer le 9-1-1 pour joindre directement ou indirectement un centre d'urgence 9-1-1 offrant des services au Québec;

b) Il est fourni sur le territoire de la municipalité locale par un fournisseur de services de télécommunication.

Lorsqu'un fournisseur de services de télécommunication réserve un de ses services téléphoniques pour sa propre utilisation, il est réputé, quant à ce service, un client visé au paragraphe 1° du premier alinéa.

Pour l'application du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° du premier alinéa, le service de télécommunication est réputé fourni sur le territoire de la municipalité locale lorsque le numéro de téléphone attribué au client pour l'utilisation du service, comporte un indicatif régional du Québec.

2. À compter du 1<sup>er</sup> décembre 2009, est imposée, sur le fourniture d'un service téléphonique, une taxe dont le montant est, pour chaque service téléphonique, de 0,40 \$ par mois par numéro de téléphone ou, dans le cas d'un service multilingue autre qu'un service Centrex, par ligne d'accès de départ.

3. Le client doit payer la taxe pour chaque mois au cours duquel il reçoit, à un moment quelconque, un service téléphonique.

4. Le présent règlement entre en vigueur à la date de la publication d'un avis à cet effet que le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire fait publier à la Gazette officielle du Québec.

5. Entrée en vigueur : Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

**FAIT ET PASSÉ À PORT-CARTIER**, ce 10<sup>e</sup> jour du mois d'août 2009.

---

**Laurence Méthot, présidente d'assemblée**

---

**Hafida Daoudi, assistante greffière**

---

**Laurence Méthot, mairesse**

Avis de motion	N/A
Adoption du règlement	10 août 2009
Approbation par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	3 novembre 2009
Entrée en vigueur	3 novembre 2009
Promulgation	18 novembre 2009

---

**Hafida Daoudi, assistante greffière**

---

**Laurence Méthot, mairesse**